FONDÉ EN 1893

Mardi 11 Mai 1920

LE NUMÉRO 15 CENTIMES

L'Egalité
DE ROUBAIX-TOURCOING

LE NUMÉRO 15 CENTIMES

L'ACTION de la C. G. T.

L'heure est critique. La C. G. T., guidée par les événements, entre dans l'arène ; elle subit en même temps l'assaut préparé par les forces destructives, qui escomptent les défections pour réaliser leur but, qui est d'amoindrir les forces ouvrières et de les réduire à l'impuissance et, par ce fait, de sauvegarder les privilèges et les prérogatives du capital.

Que veut la C. G. T. ?

Une révolution sanglante ou une transformation intelligente ?

De tous temps n'avons-nous point dit au monde du travail : plus les travailleurs seront organisés, plus certaine sera la puissance ouvrière de réaliser son idéal et de passer du régime capitaliste au régime communiste sans heurt et sans chaos !

Partant de ce principe, la C. G. T., dès l'armistice, déclara à la Nation tout entière **que les hommes avaient un vaste problème à résoudre et qu'ils ne pouvaient l'aborder qu'en se dégageant des querelles de parti, en se plaçant au-dessus des misérables compétitions d'intérêts et de coteries.**

Nous ajoutions : « **Notre pays, après l'épreuve douloureuse qu'il vient de subir, ne peut retrouver sa force que dans l'harmonie, qui lui permettra de mettre à profit son génie de production.** »

Qui renonça à l'application de cette sage méthode ?

Le Capital ! Le 16 novembre, le bloc national ne voulut point d'harmonie dans l'organisation de la production et s'entendit à merveille pour créer les dissentiments.

Nous l'avons constaté une fois de plus en session du Conseil général, quand un groupement d'industriels et de politiciens, sans se préoccuper de la paix sociale, tentaient d'obtenir un acte de remaniement de la loi de huit heures. Nous devons à la vérité de dire que notre président Vancauwenberghe, plus clairvoyant, s'associa à notre protestation.

Donc, la C. G. T., sans déroger de ses principes, voulait que le syndicalisme permît à notre nation de se relever de ses ruines et, en passant de l'état de guerre à l'état de paix, permit aux collectivités de rassembler toutes leurs forces, tous leurs moyens.

Sa déclaration fut critiquée par une fraction du syndicalisme ! Elle avait cependant été conçue, en 1918, dans un sentiment de l'organisation nationale.

Que disait-elle ?

« **Il manque à ce pays l'organisme qui lui permette de réunir le maximum de moyens propres à assurer, pour une production intensive, le concours des compétences indispensables mises au service de l'intérêt général.**

Cette déclaration aurait dû ne pas être éludée. Elle aurait permis l'entrée en discussion pour constituer l'organisme capable d'exercer un droit de contrôle sur tout ce qui relevait du domaine économique et aurait permis de prendre toutes les mesures inhérentes à la situation de nature à corriger les défauts d'organisation et les faiblesses de gestion.

Il n'échappait pas à l'attention de tous qu'à la base du problème qui se pose devant le pays, après dix-neuf mois de cessation des hostilités, les principales questions à solutionner ont trait :

1° Aux transports ;
2° A la production ;
3° Aux matières premières ;
4° A l'outillage ;
5° A la main-d'œuvre.

La question fut nettement posée, car en dehors de la « charte internationale du travail » les syndicats confédérés de France voulaient, loin de déchaîner la révolution, tenter de suite d'améliorer la situation économique du pays.

L'égoïsme corporatif et l'intransigeance ouvrière présidaient-ils pour réaliser ce problème ?

A ce jour, la C. G. T. a-t-elle modifié son point de vue organique. **Non !**

Aujourd'hui, comme hier, notre organisme national dénonce toute prétention de faire de cette organisation (le Conseil national Economique) une sorte de Parlement et, sans en faire un cercle trop étroit, sans ressort et incapable de faire face aux besoins nombreux auxquels il devra répondre, il devra se composer :

1° **Des chefs d'industries, représentants d'organisations patronales ;**
2° **Des travailleurs, représentants d'organisations ouvrières ;**
3° Des conseillers techniques (ingénieurs architectes, etc.) ;
4° Des délégués du Gouvernement ;
5° De personnes compétentes en matière de droit et d'économie politique, chargés plus spécialement, d'une façon générale, de conseiller, de se faire l'écho des doléances des consommateurs, de se faire les interprètes de l'opinion publique.

Ainsi dans le programme de la C.G.T. se dressait tout un ensemble de questions qui symbolisent l'aspect actuel du syndicalisme et permettant de réaliser l'harmonie de la production et de passer d'un régime de désordre à un régime d'organisation.

Face au mouvement ouvrier se dresse l'union économique, dont les millions servent à jeter la perturbation dans le domaine économique en attisant les haines dans le monde du travail. Elle a à sa solde des fourbes et des fourvoyés, mais nous avons confiance en l'esprit clairvoyant des nombreux militants, dont l'opiniâtreté saura triompher de l'opposition !

Avec persévérance, persistance et perspicacité, nous aurons raison des événements.

Travailleurs du rail ! de la mine ! de la terre ! de l'usine ! de votre volonté peut surgir un régime d'humanité.

Camarades, quelle que soit l'issue de votre mouvement, n'oubliez jamais que la C. G. T. constitue la puissance dressée pour le triomphe de l'idéal social contre l'hégémonie et l'oppression du capital.

Ch. SAINT-VENANT.

L'histoire macabre du cadavre conservé

C'est la conséquence d'un vœu

Douai, 9 mai. — Nous avons reçu dimanche matin la visite de Mme Petain, cette ménagère de la rue Voltaire, qui garda chez elle pendant des mois, dans les circonstances que nous avons relatées, le cadavre de sa sœur.

Mme Petain nous a énergiquement manifesté son mécontentement et ne nous a pas caché que certaines phrases relevées dans le compte-rendu donné par le « Réveil du Nord » lui avaient singulièrement déplu.

Mme Petain nous apportait la rectification suivante, dont elle exigeait l'insertion. Nous ne saurions refuser de lui donner satisfaction. Voici la prose de Mme Petain, dont nous n'avons pas changé un mot :

« L'affaire macabre de Dechy. Mme Legrand Florentine Catillon, a été très bien soignée par sa sœur, Petain-Legrand Victorine, malgré les perquisitions boches, anglaises et françaises. Lourches, le garde, avec Mme Gadenne, n'ont rien trouvé. La famille Petain est composée de braves gens, des travailleurs et pas des voleurs. Ils sont en très bonne considération partout : c'est un coup d'élections. »

COMMENT FUT CONSERVÉ LE CADAVRE

Nous avons profité de l'occasion pour demander à Mme Petain quelques renseignements sur la façon dont elle s'y était prise pour conserver si longtemps le cadavre de sa sœur.

— L'odeur, demandons-nous, devait bien vous incommoder ?

— Mais non, monsieur, répond Mme Petain. Tous les jours je changeais la couverture qui recouvrait ma sœur. Je la lavais, je la mettais sécher dans le jardin et je l'imbibais d'eau phéniquée.

— Cela ne sentait rien alors ?

— Oh ! rien. Pensez donc, monsieur, je ne puis supporter les moindres odeurs. Même l'eau phéniquée me dérange un peu. Tenez, à ce propos, j'avais même songé à employer l'alcool camphré, mais j'ai pensé que cela sentirait peut-être aussi fort ! Vous savez, je venais chercher mon eau phéniquée à Douai. A Dechy, cela aurait attiré les soupçons, et je suis en butte à la haine d'un tas d'hommes politiques, qui m'en veulent à cause des élections. Vous comprenez que cela n'était pas possible. »

Nous nous empressons d'affirmer à Mme Petain que, comme elle, nous estimons « qu'en effet, cela n'était pas possible ». Mais, pourquoi, demandons-nous, deviez-vous conserver ce cadavre chez vous ?

LA CONSÉQUENCE D'UN VŒU

Mme Petain se lève alors et, d'une voix solennelle, déclare : « Ça, c'est un vœu ! Ma sœur m'avait demandé de rester avec moi. Moi, je voulais rester avec elle. Je l'avais soignée si longtemps et si bien ; après sa mort, j'ai continué à la soigner. Je ne sentais pas mon chagrin. Ça ne me faisait rien alors. Mais depuis qu'on me l'a enlevée... »

Et Mme Petain éclate en sanglots.

Mme Petain, on le sait, n'a jamais indiqué la date de la mort de sa sœur. Elle ne se rappelait plus. Nous lui demandons :

— Mais quand avez-vous promis à votre sœur de la garder ?

— Oh ! fait Mme Petain, encore le jour de sa mort : le 11 février !

— C'est bien le 11 février dernier qu'elle est morte ?

— Oui. Mais, vous savez, je ne voulais pas le dire au médecin. Il n'a qu'à faire son rapport. Et puis, ça ne regarde pas le public, n'est-ce pas ? Le maire est maître de sa commune, et moi je suis « maître » (sic) de ma sœur.

— Evidemment.

ELLE N'EST PAS DÉSÉQUILIBRÉE

Mme Petain s'est levée pour prendre congé. Elle juge que l'entretien a assez duré.

— Tout cela est entre nous, n'est-ce pas ? dit-elle.

— Bien entendu, répondons-nous, nous n'en parlerons qu'aux lecteurs du « Réveil du Nord », mais pas à d'autres.

— Alors, merci et au revoir.

Et Mme Petain s'en va, très digne.

Mme Petain n'est certainement pas une déséquilibrée. Elle nous l'a dit. Elle est victime des persécutions d'hommes politiques à cause des élections. Elle a gardé sa sœur avec elle. Cela était la conséquence d'un vœu. Quoi de plus normal ?...

Le Championnat Cycliste des 100 kilomètres sur route

VICTOIRE DE JEAN ALAVOINE

Paris, 9 mai. — Championnat cycliste des 100 kilomètres sur route : 1er, Jean Alavoine ; 2e, Henri Pélissier.

Au départ, Pélissier et Alavoine partent en tête et passent à Saint-Cyr-l'Ecole avec une bonne avance. Les deux autres concurrents, Luguet et Brocco, crèvent tous deux après Rambouillet et abandonnent.

Alavoine et Pélissier sont toujours ensemble et virent de conserve à Ablis. Alavoine est lâché par la faute d'un clou malencontreux et passe à Rambouillet, avec deux kilomètres de retard. Il revient magnifiquement et regagne une partie de son retard dans les dix-sept tournants.

Pélissier est rejoint à la côte de la Minière et Alavoine gagne à l'emballage, par 5o mètres.

Temps : 2 heures 48 pour les cent kilomètres.

Le cadavre nu d'un soldat anglais est découvert à Longuenesse

Samedi vers 7 heures du matin, le major Austin, Commandant l'hôpital anglais, n. 4, à Longuenesse, était averti que l'on venait de découvrir le cadavre d'un soldat anglais dans le puisart d'une maison en construction appartenant à M. Louis Darcques. Le cadavre était complètement nu. L'officier prévint immédiatement par téléphone la gendarmerie de Saint-Omer, qui a ouvert une enquête.

La Bassée, Cambrai et Mézières ont pour marraines des Villes Anglaises

Manchester, 9 mai. — On vient d'adresser une demande à des villes anglaises pour qu'elles adoptent des villes ou des villages de France dévastés par la guerre et aident ainsi à leur reconstitution.

La ville de Preston vient d'adopter La Bassée et Birkenhead, Cambrai, tandis que Manchester va prendre Mézières en mains. Le lord-maire prépare le plain et les conditions d'adoption. En outre, 200 enfants pauvres étrangers seront envoyés au bord de la mer, à Southport, aux frais d'une société de bienfaisance de Manchester.

POUR LA NATIONALISATION

Aujourd'hui, la C. G. T. lance sa deuxième vague d'assaut

LA VEILLÉE DES ARMES

Comme nous l'avons annoncé hier, la Commission administrative de la C. G. T. a décidé de faire appel à l'appui des fédérations ci-après : fédération des métaux, du bâtiment, des moyens de transport, de la voiture aviation ainsi qu'aux éléments de la fédération des ports et docks restés au travail, marine fluviale et personnel des transports de marchandises.

En conséquence, les travailleurs de ces corporations se joindront dès ce matin aux travailleurs déjà en lutte par la grève du cartel pour la conquête de la Nationalisation.

« L'abandon du travail est la seule force qui déterminera le succès »

On nous transmet le communiqué suivant :

La C. A. de la C. G. T., réunie le 8 mai, a pris connaissance de l'état du mouvement de grève et constaté que son importance n'a pris aucune diminution.

Elle a en outre examiné les diverses mesures prises et rendues effectives.

Les décisions adoptées par elle comportent l'entrée en action à côté des cheminots, des dockers, des inscrits maritimes, des mineurs, des travailleurs des corporations ci-après : bâtiment, moyens de transport et navigation fluviale, métallurgistes, voiture-aviation.

Toutes les indications parvenues indiquent que ces corporations ne sont pas animées d'une détermination moindre que celle qu'ont soutenu les adhérents de la semaine écoulée.

La C. A. de la C. G. T., considérant le but élevé poursuivi par le mouvement actuel, fait un pressant appel aux corporations déjà en lutte. Il ne saurait être question de revendication de salaires ou de satisfactions d'atelier et d'usines à obtenir.

Les revendications particulières amoindriraient le but à atteindre et aurait pour résultat de morceler la force du mouvement engagé.

Il ne saurait davantage être question de transformer les revendications essentielles posées à l'origine de l'action.

Cette revendication, c'est la nationalisation industrialisée s'appliquant à la réorganisation des chemins de fer, des mines, de la houille blanche, des ports et des transports maritimes.

Les corporations qui se placent aujourd'hui au côté de celles déjà en lutte apportent le concours de leur solidarité et c'est là-dessus qu'elles doivent rester indéfectibles.

La C. A. de la C. G. T. rappelle une fois de plus à tous qu'ils doivent seulement tenir compte des indications données par les organisations responsables du mouvement.

Elle met les travailleurs en garde contre tous les appels qui n'en émaneraient pas exclusivement et contre l'influence de la grande presse. Elle renforce les avertissements d'hier et rappelle aux grévistes qu'ils ne doivent se livrer à aucune démonstration dans la rue ; qu'ils doivent rester indifférents à toute provocation comme à toutes les excitations, et se souvenir que l'abandon par eux du travail est la seule force qui déterminera le succès.

Après la C. G. T., le P. S. fait appel à la discipline

Paris, 9 mai. — Communiqué du 9 mai : La Fédération nationale des cheminots affirme que la situation devient de plus en plus satisfaisante sur l'ensemble des réseaux. Le nombre de grévistes s'accroît, le nombre des trains en circulation diminue ; l'entrain ne faiblit pas.

La Fédération estime que contrairement à ce que prétendent les Compagnies et le Gouvernement, les cheminots ne reprendront pas le travail demain matin.

Les secrétaires intérimaires lancent d'ailleurs un appel dans ce sens aux cheminots en leur demandant avec insistance de confirmer demain les engagements qu'ils ont pris dans leurs réunions et meetings.

D'autre part, la Fédération a arrêté les termes d'une affiche qui sera apposée demain pour rappeler aux grévistes du rail le but du mouvement : la nationalisation industrialisée, et les convier à lutter jusqu'au bout pour le bien de la corporation, celui de la Fédération et de la C. G. T.

« L'Humanité » publiera demain matin le manifeste suivant :

« La bataille engagée par la Confédération générale du Travail pour faire aboutir les revendications des cheminots entre dans une phase nouvelle, du fait de l'intransigeance d'un gouvernement qui admet les forces de réaction.

Quatre corporations entrent en ligne ce matin. Elles disposent de bataillons nombreux, ardents à la lutte pleine d'enthousiasme, prêts aux plus vigoureux efforts pour assurer le succès du mouvement.

Le Parti socialiste, sans se départir de l'attitude qu'il a définie dans son récent manifeste, considère cependant comme un devoir d'attirer l'attention des travailleurs sur la gravité de la situation présente.

Le Gouvernement se refuse à entrer en pourparlers avec la C. G. T. Ce qu'il veut de toute évidence, c'est désorganiser le mouvement ouvrier, son autorité morale, le réduire à l'impuissance.

Si, par impossible, il y parvenait, c'en serait fini des libertés syndicales péniblement conquises, des réformes arrachées au prix de sacrifices continus, consentis depuis un quart de siècle. Il n'y aurait plus ni droit syndical, ni droit de coalition, ni loi de 8 heures, et le prolétariat subirait une recrudescence de misère et de servitude.

Voilà l'enjeu de la formidable bataille que livrent en ce moment un million de travailleurs.

Le cartel des profiteurs de la guerre, d'une politique à faire, des serviteurs avilis ou hypocrites du trône, mettent en péril tous les droits ouvriers, ni plus ni moins.

A cet endroit difficile entre tous, le moindre incident serait prétexte aux répressions impitoyables.

Le gouvernement est capable des pires violences ; il recherche l'occasion pour venir à bout plus sûrement et plus vite de la grève.

C'est pourquoi, après la C. G. T., le Parti socialiste adresse à tous ses militants un pressant appel à la discipline.

Il leur répète à son tour que le mouvement actuel n'est pas un mouvement de rue ; il ne sera victorieux que s'il se développe dans le calme, la dignité et l'ordre.

Il les invite à se conformer aux décisions de l'organisation confédérale et à en assurer l'exécution.

Il compte sur leur fermeté réfléchie, leur clairvoyance et leur dévouement pour qu'en toute liberté d'esprit, la C. G. T. puisse continuer d'assurer dans les conditions les plus favorables la direction du conflit.

Pour le Conseil national du Parti socialiste :

Le secrétaire :
FROSSARD.

Chez les Cheminots

La Fédération lance un nouvel appel

Paris, 9 mai. — La Fédération des cheminots lance un nouvel appel, ce matin, aux grévistes, les invitant à relever avec indignation et mépris les mensonges et les calomnies qui les représentent comme décidés à reprendre le travail.

« Le 10 mai, dit cet appel, d'autres fédérations désignées par la C. G. T., viennent vous donner leur formidable appui. Cheminots, avec ces forces, vous continuerez l'œuvre commencée, vous l'amplifierez pour parvenir dans la bataille jusqu'à la victoire qui s'annonce certaine, victoire qui sera le prix de votre ténacité, de votre courage, de votre énergie.

» Camarades cheminots, confiance et volonté ».

Les secrétaires intérimaires :
LARDEUX, BRUGÈS.

Le mouvement est déclenché dans la région lyonnaise

Lyon, 9 mai. — La grève générale du bâtiment a été décrétée ce matin pour toute la région de Lyon. Le mouvement intéresse les charpentiers, les aciéries, mécaniciens, ébénistes, minotiers, sculpteurs, terrassiers, puisatiers, mineurs, cubistes, poseurs de rails, employés, architectes, géomètres, dessinateurs, comptables, syndical général du chauffage.

Dès maintenant le mouvement se déclenche.

Imposante manifestation à Saint-Etienne

Saint-Etienne, 9 mai. — Ce soir, a eu lieu, au champ de manœuvres de Meons, une réunion en plein air de toutes les corporations de Saint-Etienne et de la région. Les assistants ont adopté des motions acclamant l'action de la C. G. T., s'engageant à poursuivre la grève pour l'obtention de la nationalisation des grands services publics et la réalisation du programme général de la C. G. T.

La situation des réseaux

Paris, 9 mai. — A 11 heures et demie, la situation était la suivante sur les divers réseaux :

Sur le NORD, situation stationnaire sur le réseau. Nombreuses rentrées dans les ateliers, malgré des tentatives violentes d'intimidation.

Sur l'EST, situation normale.

Sur le MIDI, situation satisfaisante.

Sur l'ORLEANS, situation satisfaisante. Un certain nombre d'agents ont repris le service. Le nombre des trains de marchandises en nouvelle augmentation, a été hier de 505.

Sur l'ETAT, situation stationnaire.

Paris, 9 mai (16 heures). — Sur le P.-L.-M., toujours des rentrées par unités. Amélioration du service, notamment augmentation du service de banlieue. Jeudi prochain, même si la grève continue, le service de banlieue sera complètement assuré. Onze trains de primeurs, dont sept sur Paris. La reprise du travail en Franche-Comté permet la liquidation de l'arrivée des transports sur l'Alsace-Lorraine.

Sur l'ORLEANS, le service des marchandises augmente. Seize trains de plus qu'hier.

Sur le MIDI, quelques rentrées à Béziers et à Toulouse. Les trains de marchandises augmentent. Les mises en demeure sur ce réseau ont provoqué un grand nombre de rentrées.

Sur le NORD, service complet.

Sur l'EST, service presque normal. Reprise totale à Bar-le-Duc et à Vitry. Rentrées à Nancy. A Chaumont, un seul mécanicien en grève.

Pour ceux du Nord

Le nouveau Comité du réseau Nord fait apposer l'affiche suivante :

« Les cheminots de France sont à la veille de la victoire. Les cheminots du réseau du Nord seront-ils seuls à ne pas y participer ?

» Alors que la C. G. T. a lancé sa première vague d'assaut ; alors que la C. G. T. va lancer de nouvelles fédérations dans la bataille pour que les cheminots obtiennent satisfaction pour leurs revendications :

» La nationalisation des chemins de fer ;

» La réintégration dans leurs postes de tous les révoqués et déplacés ;

» Le retrait des poursuites judiciaires contre les militants ;

» Le respect du droit syndical ;

» Les cheminots vont-ils être traîtres à leur propre cause qui est de plus celle de la classe ouvrière tout entière ?

» Pour sauvegarder les avantages acquis par la Fédération des chemins de fer ; pour améliorer encore votre situation présente ; dans votre intérêt, dans l'intérêt de ceux qui vous sont chers, il faut que cheminots du Nord, vous surmontez la défaillance du moment.

» La nouvelle Commission exécutive de notre réseau, dûment reconnue par la Fédération des chemins de fer, a la certitude absolue de la réussite pleine et entière de la grève. Forte de cette certitude, elle fait un vibrant appel à tous les cheminots du Nord, convaincue qu'à partir de ce moment les hésitants se rangeront résolument auprès de leurs camarades en lutte.

» Tous debout, courage et nous vaincrons !

» Pour le Comité provisoire de l'Union du réseau Nord et par ordre, le bureau :

Les secrétaires : LEMOINE, CARRE, RIMLINGER ; le trésorier, DERRUYER.

Les cheminots de Lille et d'Hellemmes ont voté la grève générale

Au cours d'une émouvante réunion qui a eu lieu hier, à la Bourse du Travail de Lille, les cheminots du groupe d'Hellemmes se sont ressaisis.

THYS, le vieux lutteur syndicaliste, délégué de la Fédération, les mit en présence de l'immense lutte qui s'engage, et au cours de laquelle la C. G. T., qui apporte son appui aux cheminots, vient de mobiliser le Cartel et les Fédérations de la Métallurgie et du Bâtiment.

Il reproche véhémentement son attitude à l'Union du réseau Nord.

« Il n'est plus, d'ailleurs, dit-il, de réseau Nord. Il n'y a plus que la Fédération Nationale, et la Confédération générale du Travail qui ont parlé et à qui vous devez obéir.

BONDUES, secrétaire général de l'U. D. des Syndicats ouvriers du Nord, fit à son tour l'historique du mouvement. La C. G. T., dit-il, est à l'heure actuelle seule maîtresse du mouvement. Demain, le Bâtiment, sur son ordre, sera en grève, et je me porte garant que les 80.000 travailleurs de cette corporation cesseront le travail comme un seul homme.

La lutte est engagée : nous irons jusqu'au bout.

DUMERCQ prit enfin la parole. Le puissant tribun de la C. G. T. parla pendant plus de deux heures. Il est impossible de reproduire ici ce formidable morceau d'éloquence. S'élevant au-dessus des conceptions étroites ordinaires, l'éminent orateur entraîna très haut son auditoire vers les sommets de l'idéal syndicaliste.

Comme un courant d'énergie électrisa la masse des militants lorsque dans une envolée oratoire superbe DUMERCQ s'éleva contre la veulerie ambiante.

« Un peuple, dit-il, qui perd le sens de la liberté est mûr pour l'esclavage.

» Cheminots, resterez-vous isolés quand vos frères entrent tous dans la lutte ?

» Non, non, réveillez-vous : secouez votre torpeur.

» Cheminots du Nord, 270.000 de vos camarades sont en grève ; demain, 3.000.000 travailleurs seront à leurs côtés. Qu'attendez-vous pour faire votre devoir ?.... »

A l'issue de cette réunion, l'ordre du jour suivant a été voté à l'unanimité.

ORDRE DU JOUR

« Les Cheminots de Lille et d'Hellemmes, réunis à la Bourse du Travail, le dimanche 9 mai, après avoir entendu les camarades THYS, DUMERCQ et BONDUES, affirment leur volonté de voir aboutir le programme de la C. G. T., et de la Fédération. Pour ce fait, ils s'engagent de faire abstraction de tout corporatisme étroit et de rentrer dans le mouvement dès l'issue de la réunion, se séparent en saluant les Fédérations entrées en lutte à leurs côtés, aux cris de : Vive la Fédération ! et Vive la C. G. T. ! »

Les P. T. T. sont prêts à répondre : Présent !

A PARIS

Paris, 9 mai. — Convoqués par leurs Fédérations, les agents et sous-agents des P. T. T. ont tenu, ce matin, un grand meeting à la salle Wagram.

Après avoir entendu MM. Dutaillis, secrétaire général ; Lartigue, secrétaire adjoint de la Fédération ; Rouanet, secrétaire des Syndicats des agents, etc., qui ont parlé de la nationalisation des transports, les assistants ont adopté un ordre du jour par lequel ils déclarent qu'ils répondront : Présent ! à l'appel de la C. G. T. et celle-ci, par solidarité pour les cheminots, fait appel à leur concours.

Chez les Maritimes

La grève dans les ports

Paris, 9 mai. — Dunkerque, sans changement.

Boulogne, les inscrits maritimes continuent le travail. Quelques dockers le reprennent.

Dieppe, le Tréport, pas de grève.

Le Havre, la détente s'accentue. Le cabotage a repris sur Honfleur, Caen. Des départs sont prévus pour demain.

Rouen, la grève est terminée.

Caen, pas d'équipages en grève. Quelques dockers reprennent le travail.

Brest, réunion des inscrits maritimes et des dockers sans résultat.

Nantes, le travail des dockers semble reprendre plus d'activité.

Saint-Nazaire, la grève des inscrits est stationnaire.

La Rochelle, les marins sont au travail à bord ; pas de nouvelles défections.

Dunkerque ouvrier attend l'ordre de grève générale

Dunkerque, 9 mai. — Le fait principal de cette journée de dimanche est l'ordre de grève reçu de la C. G. T. dans les syndicats du bâtiment, de la métallurgie et des tramways. Dans ces corporations on se déclare prêt à rentrer dès demain, lundi, dans le mouvement.

Plusieurs réunions ont eu lieu ce matin, où la question de grève générale a été envisagée, avec toujours la même disposition au consentement unanime.

Au port, toujours protégé par la troupe et la gendarmerie, la manutention utile au ravitaillement se poursuit sans incident. Pour intensifier celle-ci, 250 Chinois, venant d'Auxi-le-Château, sont venus apporter du renfort.

Ces Chinois sont cantonnés dans les magasins du port en n'ont aucun contact avec la population civile.

Hier a eu lieu une assemblée des employés de commerce. Eux aussi se sont préoccupés de la question de grève générale et ils ont décidé que si l'ordre de participer au mouvement en cours était reçu à leur syndicat, il serait procédé immédiatement à un vote à bulletin secret sur l'opportunité de s'y conformer.

Le calme absolu règne toujours et il y a lieu signaler un geste de solidarité qui fait honneur aux camarades inscrits maritimes de la localité : les inscrits maritimes ayant été débarqués par les armateurs, c'est-à-dire privés du gîte et de la nourriture qui jusqu'ici leur avaient été conservés, leurs camarades dunkerquois ont offert ces nécessités aux leurs, étrangers à la ville.

M. le préfet du Nord est arrivé cet après-midi, il a eu immédiatement une entrevue avec M. le sous-préfet, Ficheux, directeur de l'Office des céréales et le gouverneur général Levy, sur la question du ravitaillement.

On reparle de la mystérieuse "Dame blonde" d'Anvers

UN JOURNALISTE ANVERSOIS A DÉCOUVERT SON IDENTITÉ

Anvers, 9 mai. — Le journal « Le Neptune », revenant sur l'affaire du mystère de la Dame blonde, dont il a été beaucoup question lors du procès d'espionnage Blanquart, à Lille, dit qu'un de ses collaborateurs a réussi, après une longue enquête, à découvrir l'identité de la Dame blonde. C'est une nommée Erna Zornis, âgée d'une trentaine d'années, originaire de Hambourg.

Le grand chef du service d'espionnage allemand auquel la Dame blonde appartenait et qu'elle dirigeait à Anvers, était le capitaine Keffer, de Metz, de l'armée active. La Dame blonde était le bras droit et le secrétaire de ce capitaine. Le château situé en dehors de la ville, dont il fut également question au cours du procès Blanquart, était une grande maison particulière située en réalité à l'intérieur de la ville et entourée d'arbres.

Tragique fin de fête à Gand

L'EXPLOSION D'UNE GRENADE A FAIT UNE TRENTAINE DE VICTIMES

Gand, 9 mai. — A l'issue d'une grande fête militaire qui a eu lieu cet après-midi à la Plaine St-Denis, fête qui était honorée de la présence du général Feroux, attaché militaire français ; du général Lyon, attaché militaire anglais ; et du colonel italien Maltess, un soldat mêlé au public a fait éclater une grenade par inadvertance.

Deux soldats ont été grièvement blessés. Une trentaine de personnes ont été légèrement par les débris de la grenade.

Un projet de réorganisation des services de la Reconstitution

En signalant à ses adhérents qui n'ont pas encore établi leurs dossiers de demandes d'indemnité, qu'il existe un projet de loi du gouvernement limitant au 1er octobre prochain, la date à laquelle ces dossiers devront être remis aux Commissions cantonales, l'Association des Sinistrés du département du Nord ajoute qu'elle s'émeut de plus en plus de la lenteur avec laquelle s'opèrent la reconstitution, l'allocation des avances et la liquidation des indemnités.

Comme la situation actuelle ne peut durer et qu'il faut aller vite, elle a donné son adhésion à un projet de réorganisation destiné à placer auprès du ministre des Régions Libérées, pour l'aider dans son travail surhumain, non pas seulement un sous-secrétaire d'Etat, mais quatre sous-secrétaires d'Etat, choisis parmi des représentants compétents de ces régions, à raison de : un pour les transports, un pour l'application de la loi sur les dommages, un pour les questions financières et un pour la reconstitution proprement dite.

Pour les Régions dévastées

DES DONS

M. Cromwell, le philanthrope américain, vient d'envoyer au « Retour au Foyer », société reconnue d'utilité publique, une somme de cent mille francs destinée à repeupler en animaux de basse-cour nos malheureuses régions dévastées.

— D'autre part, le comité hollandais de cette œuvre a récemment meublé 200 maisons de petits cultivateurs et artisans, dans les arrondissements de Lille, Cambrai, Hazebrouck, Arras et Béthune.

COUR D'ASSISES du Pas-de-Calais

Le parricide Caumon condamné à 5 ans de reclusion

L'excellente plaidoirie de Me ESCOFFIER fit sensation sur le jury ; ce dernier écarta le crime de parricide et ne garda contre Caumon que l'inculpation de coups et blessures ayant entraîné la mort ; il s'en tire avec CINQ ANNEES DE RECLUSION.

Un bigame à Bruay

Bézeau Auguste, mineur, âgé de 32 ans, avait, sur la foi de certains témoins qui lui avait dit que sa femme avait été tuée par l'explosion d'une bombe, contracté un second mariage au mois de novembre 1919.

Il avait à répondre devant le jury, du crime de bigamie. Il allégua pour sa défense : sa bonne foi. Les renseignements fournis sur lui sont favorables.

Me Benoit, son défenseur, plaide en ce sens et demande son acquittement pur et simple, c'est ce qu'accorde le jury qui répondit négativement à la question posée.

En conséquence la Cour ACQUITTE Bézeau.

La 2e session étant close M. le Président remercie MM. les jurés.

COUR D'ASSISES DU NORD

LE BILAN DE LA SESSION

La 2e session de la Cour d'assises du Nord, année judiciaire 1919-1920, s'est ouverte au Palais de Justice le lundi 26 avril, sous la présidence de M. le conseiller Ancelme. Le siège du Ministère public fut tenu par MM. Desmoulins, avocat-général, et Charier, substitut-général.

Le jury a eu à statuer sur 20 affaires, comportant 28 accusés. Il en a acquitté cinq.

La Cour a prononcé les peines suivantes : deux fois les travaux forcés à perpétuité (affaires Cadet et Planchaut ; travaux forcés, 35 années ; réclusion, 58 années ; prison, 26 années, et 3.110 fr. d'amende.

Enfin la Cour a prononcé une fois la peine accessoire de la déchéance paternelle et envoyé un condamné mineur en maison de correction jusque sa majorité.

La sardine de Marseille triomphe de la vie chère

UNE PÊCHE MIRACULEUSE

Marseille, 8 mai. — Une pêche miraculeuse de sardines a été faite cette nuit dans les eaux de Marseille. Selon nos vieux pêcheurs on n'en avait pris autant depuis une quinzaine d'années. Certains bateaux en ont pris plus de 1.500 kilos ; aussi, la sardine est tombée brusquement aujourd'hui de 7 francs à 1 fr. 50 et 2 francs le kilo au détail et s'est vendue en gros à la criée 80 centimes et un franc le kilo. Mais va-t-on rire en apprenant que la sardine de Marseille a triomphé de la vie chère.

Mort de Léonida Bissolati

Le chef de la fraction des socialistes réformistes italiens, Leonida Bissolati, député de Rome, est mort dans cette ville, à l'âge de 63 ans.

Pendant la guerre, il fut un des plus fervents partisans de l'interventionnisme et s'engagea, à l'âge de 57 ans, dans le régiment où il avait servi dans sa jeunesse.

Ses funérailles auront lieu à Rome aux frais de l'Etat.

Chez les Mineurs

Dans le Pas-de-Calais

Hier matin, dimanche, la situation restait stationnaire dans toutes les concessions du bassin du Pas-de-Calais. Le calme reste parfait. Aucun incident à signaler.

Des conférences seront faites aujourd'hui dans presque toutes les localités du bassin.

Les arrêtés

TOTTI, DE MARSEILLE

Paris, 9 mai. — Le secrétaire du Syndicat des cheminots de Marseille, Totti, ramené ce matin à Paris, a été interrogé cet après-midi par M. Jousselin, juge d'instruction, et écroué à la prison de la Santé, sous l'inculpation de complot.

SIGRAND, DE CHARTRES

Paris, 9 mai. — Sigrand, cheminot révoqué, arrêté hier à Chartres, a été amené aujourd'hui à Paris.

Dans le Bâtiment

L'ordre de grève

Voici l'ordre de grève qu'a transmis la Fédération du Bâtiment :

Conformément aux délibérations de notre Congrès national dont la décision fut confirmée par le dernier Comité national, donnant mandat au Bureau fédéral de mettre notre Fédération à la disposition de la C. G. T. dans les cas où celle-ci jugerait notre concours indispensable, nous vous avisons qu'en raison de la grève des cheminots augmentée de celles des mineurs, des inscrits maritimes et des dockers, la Commission administrative de la C. G. T. a décidé que notre action était devenue nécessaire.

Pour manifester votre solidarité à nos camarades cheminots, pour réaliser nos aspirations, pour arracher de force, s'il est nécessaire, l'ensemble des revendications d'ordre général de la classe ouvrière, vous devez vous conformer à l'ordre qui vous a été communiqué par votre Union départementale et est confirmé par la présente.

En conséquence, la grève générale des travailleurs du bâtiment et des travaux publics de France et des colonies devra être complète, effective le 10 mai 1920, au matin.

Nous avons l'assurance que la haute conception du devoir social que vous allez avoir à remplir sera à même de vaincre les résistances et d'obtenir cette action d'ensemble qui doit être profitable au prolétariat tout entier.

Pour et par ordre de la Commission exécutive :

Pour le Bureau fédéral :

P. CHANVIN,
Secrétaire général.